

Cependant, M. Bashir a précisé que, malgré ses réticences, il favorise la réglementation des exportations dans la mesure où elles permettent de rationaliser le transfert et le déploiement des armes, un processus qui serait utile au Moyen-Orient. De plus, cette demande pourrait être importante si elle visait aussi un certain pays de la région, toujours épargné par la limitation des transferts d'armes modernes en provenance de l'Occident.

M. Bashir a tenu à faire certaines remarques sur le rôle de l'ONU relativement au contrôle des armements. Il croit que les capacités de renseignement et d'analyse de l'Organisation pourraient être améliorées, par exemple, si le Secrétaire général pouvait, comme c'était le cas dans la Société des Nations, engager des experts sans consulter les États membres. L'ONU devrait aussi être pourvue d'un service chargé de vérifier si les accords de limitation des armements sont bel et bien respectés.

Enfin, l'ambassadeur a insisté sur l'importance de mettre en branle un processus de règlement des conflits au Moyen-Orient et sur la nécessité de combattre les vrais ennemis de la paix, tels que la surpopulation et la pauvreté.